

# bulletin hebdo

## GUERRE OU PAIX: LA CORDE RAIDE

par Sergio Ferrari



Managua, 21 avril (ANN). Malgré les accords signés le 18 avril entre le gouvernement sandiniste, le nouveau gouvernement et la "résistance" (voir encadré) qui établissent le cessez-le-feu et le désarmement de la Contra, l'avenir proche dépendra en grande mesure de l'attitude de cette dernière à partir du 25 avril, date d'investiture de Violeta Chamorro. Sur le papier, tout est en règle pour que le pays retrouve la paix. Un consensus politique s'est manifesté en faveur d'une paix effective. Le scénario de la démobilisation est précisé: Les délais sont fixés ainsi que les zones de sécurité pour le regroupement de la Contra. Les acteurs ont négocié et signé. La Contra doit maintenant démontrer sa volonté réelle de se désarmer.

### UNITE NATIONALE, LE GARANT DES ACCORDS

Le président Ortega a incité tous les Nicaraguayens "amants de la paix à se faire les garants des accords, afin qu'ils ne soient pas violés et qu'ils soient appliqués". Dans un discours modéré retransmis par les médias, le président a appelé à l'unité nationale pour que le pays, agressé pendant huit ans par les Etats-Unis, retrouve la paix.

Il ressort de cette intervention que le FSLN comme l'UNO aspiraient à des délais plus courts pour le désarmement (fin avril) mais que les forces de paix des Nations Unies pour l'Amérique centrale (ONUCA) ont demandé plus de temps pour pouvoir assurer "techniquement" la démobilisation. De plus, il apparaît clairement qu'aujourd'hui, toutes les possibilités de négociation ont été épuisées; de là l'immense responsabilité qui incombe à la société toute entière de favoriser et contrôler l'accomplissement de ces derniers accords. Enfin, on sait que le non respect des engagements pris entraînerait, au terme du délai fixé le 10 juin, l'entrée en action de l'armée populaire sandiniste, instrument constitutionnel de la défense de la nation.

### QUI DIRIGERA L'ARMEE?

Un des points sensibles de la négociation, le commandement des forces armées, n'est pas abordé dans les accords. Pendant que le FSLN insiste sur le caractère constitutionnel de l'organisation interne de l'armée, de son intégrité, de ses grades et échelons, la Contra vient exiger un changement de sa direction et de ses cadres, qu'elle présente comme une des "conditions de sécurité" nécessaires à sa démobilisation.

Le silence des accords sur ce point crucial peut donner lieu à deux interprétations: Il s'agit soit d'une victoire politique du FSLN qui est parvenu à assurer le maintien de l'institution armée dans son organisation actuelle, soit d'une opération stratégique de la Contra pour reprendre la négociation après le 25 av-

### SOMMAIRE

Guerre ou paix: La corde raide

Solution à l'indonesienne?

Montée des luttes sociales

Jeûne pour la paix

Présidence de l'assemblée: Victoire de la ligne dure

La nouvelle droite en Amérique centrale

Internationaliste voleur

En bref

ANN Interne

40 P 11481



ril avec le nouveau gouvernement, une fois le Sandinisme dans l'opposition et donc diminué dans son pouvoir formel de décision. On ne peut perdre de vue que l'attitude des Etats-Unis vis-à-vis de la démobilisation de la Contra présente des ambiguïtés qui laissent place au doute: Dans leur vieux rêve d'écraser le Sandinisme, certains secteurs pourraient s'inquiéter de la disparition de leur instrument de pression privilégié, tant que l'UNO n'a pas fait la preuve qu'elle pouvait affronter politiquement son opposition.

"Je pense qu'à partir de ces accords, il n'y a plus rien à négocier", a affirmé Antonio Lacayo, conseiller de Violeta Chamorro et signataire des accords. Pourtant, au sein de l'UNO, les opinions quant au désarmement et à d'autres thèmes essentiels sont aussi variées que les secteurs et les forces qui composent la coalition.

Quelques heures avant la signature des accords, Leopoldo Navarro représentait le nouveau gouvernement à Yamales, au Honduras, au cours de la "démobilisation-spectacle" qui a permis à un premier groupe de contras, pour la plupart blessés, de remettre 300 fusils hors d'usage à ONUCA. Il n'a pas hésité à faire part de ses idées sur l'entrée des anciens contras dans la police, car après tout, "ils sont aussi Nicaraguayens"...

Bien que les accords sur la passation des pouvoirs reconnaissent le caractère constitutionnel de l'armée et la structure de sa direction actuelle, Violeta Chamorro a déjà signifié qu'elle n'intégrerait pas à son cabinet Humberto Ortega, actuel ministre de la défense; elle ne s'est pas prononcée sur son maintien à la tête de l'armée. L'avenir des cadres militaires sandinistes, issus en majorité de la guérilla anti-somoziste, demeure un élément crucial de stabilité dans l'étape qui s'ouvre. Non moins décisive est la disposition que montrera la future présidente à respecter les conclusions des négociations actuelles. Si elle acceptait d'entamer une nouvelle discussion avec la Contra après le 25 avril, elle courrait le risque, en faisant des concessions nouvelles, de rompre le cadre de coexistence pacifique et de stabilité convenu. "Nous n'aspérons pas à entrer dans les forces armées".

C'est ce qu'a déclaré à l'ANN Oscar Sobalvarro, plus connu comme "comandante Ruben", un des cinq membres de la direction de la Contra et signataire des accords de démobilisation. "Notre armée a lutté pour la liberté et la démocratie au Nicaragua; aujourd'hui, nous ne voulons pas faire partie de l'armée", a-t-il affirmé, écartant tout doute sur les projets de la Contra. "Je crois que le gouvernement des Etats-Unis et d'autres pays solidaires pourront donner beaucoup d'argent pour que les combattants de la résistance puissent s'installer dans leurs lieux d'origine", estime-t-il, envisageant un avenir de réinsertion pour les 14 000 effectifs que compte selon lui la Contra en territoire nicaraguayen (des sources indépendantes les évaluent à 7 ou 8000).

Plusieurs éléments incitent à écarter une éventuelle intégration des contras aux forces armées: La propre décision de l'UNO de réduire leurs effectifs; l'origine paysanne d'une bonne partie des mercenaires, surtout dans la région V et VI; les possibilités qu'offriront les projets de développement financés par la communauté internationale afin d'aider à leur réinsertion. Opter pour l'intégration de la Contra dans les forces armées serait choisir délibérément la tension au sein de la société nicaraguayenne.

Même maintenant, après la signature des accords du 19 avril, de nombreuses interrogations demeurent. Après des années de conflit armé, la méfiance est installée des deux côtés. Cette semaine, les travailleurs se sont mobilisés massivement pour le désarmement de la Contra. Celle-ci a, quant à elle, réaffirmé ses anciennes exigences quelques heures après la signature des accords...

Le Nicaragua continue ses exercices d'équilibriste sur une corde raide... entre la guerre et la paix.

#### TABLEAU ANNEXE: LES ACCORDS DE PAIX

L'accord signé le 18 avril par Antonio Lacayo, représentant le nouveau gouvernement, "Ruben", représentant la Contra, et le cardinal Obando fixe au 10 juin prochain la fin du processus de démobilisation et désarmement de la Contra, engagé le 19 avril.

L'accord signé le 18 avril par les représentants de l'actuel et du futur gouvernement, par les représentants de la Contra "Ruben" et "Minita" et par le Cardinal Obando stipule:

- Le cessez-le-feu bilatéral effectif et définitif à partir du 19 avril à midi;
- L'établissement de cinq zones de sécurité entourées sur 20 kilomètres d'une zone également démilitarisée (San Rafael et Las Cuchillas, Waslala, Rio Blanco, Santo Domingo, Nueva Guinea);
- Le regroupement dans ces zones de tous les contras présents sur le territoire afin de procéder à leur démobilisation avec toutes les garanties de sécurité et d'assistance humanitaire pour eux et leurs familles;
- L'ONUCA et le Cardinal Obando contrôleront le déroulement de ces opérations et la Commission internationale d'appui et de vérification (CIAV) assurera l'organisation matérielle de l'installation dans les zones.

Un accord de cessez-le-feu a été en outre signé avec l'organisation Yatama de la côte atlantique, représentée par Osorno Coleman.

## SOLUTION A L'INDONESIENNE?

Managua, 22 avril (ANN). Le Nicaragua traverse depuis quelques jours la période sans doute la plus délicate et la plus dangereuse de toute son histoire. Le refus de la Contra de se démobiliser fait peser une menace réelle de guerre civile. Le 19 avril, le quotidien du FSLN, Barricada, a publié un éditorial de Sofia Montenegro qui reflétait exactement le sentiment des Sandinistes et de la majorité des Nicaraguayens. L'accord signé le lendemain entre une délégation de la Contra, le gouvernement sandiniste et des représentants de Violeta Chamorro, s'il est vrai qu'il a constitué un signe, n'a pourtant pas radicalement changé l'état d'esprit reflété par S. Montenegro.

"De même que des centaines de milliers de Nicaraguayens de toutes idéologies, mais plus particulièrement les Sandinistes, je suis fatiguée de tous ces accords jamais respectés. Je suis fatiguée de tant de modération, de flexibilité, de sacrifice et de discipline unilatérale de la part du FSLN.

Nous en avons tous assez des agissements de l'UNO et de la Contra. Il semble de plus en plus clair que les élections ont été un effort stérile pour le peuple et un sacrifice inutile pour les révolutionnaires. Si aujourd'hui la Contra vient dicter ses ordres et imposer ses conditions au nouveau gouvernement, nous aurions mieux fait de mener la guerre jusqu'au bout pour en finir une fois pour toutes.

Esquipulas et les accords signés par la suite à chaque sommet centraméricain sont un tout indivisible. Mépriser ce qui a été convenu au sujet de la Contra invalide les raisons d'être de la consultation électorale et ses résultats. En ignorant Esquipulas, le nouveau gouvernement se rendrait illégitime et les 90% de l'électorat n'auraient d'autre voie que la désobéissance civile face aux nouvelles autorités.

S'ils veulent gouverner en paix et dans la stabilité, les conseillers de Violeta Chamorro et le conseil politique de l'UNO doivent arrêter de danser d'un pied sur l'autre avec la Contra. Les déclarations ambiguës et contradictoires des politiques, les petites phrases amicales de la fuyante Doña Violeta à l'égard des mercenaires et les paraboles "cardinalesques" visent à gagner un espace politique à la Contra et réussissent à pousser à bout notre patience à tous et à mettre le pays au bord du chaos, qu'il prenne la forme d'une guerre civile ou d'une non moins explosive résistance pacifique de la population. Et cela même si Monseigneur Obando continue à le nier et à parler de réconciliation.

L'unique réconciliation réelle qu'ils cherchent à réaliser est celle qui les unirait derrière un gouvernement de droite capable de mettre fin aux luttes intestines qui les

rongent. Mais ce sera de fait un gouvernement faible, divisé et dont les membres sont passés maîtres dans l'art de trahir, de se vendre et manifestent une effrayante irresponsabilité politique. Le nouveau gouvernement s'apprête à affronter une grave crise de crédibilité et une profonde crise politique, produit de l'UNO elle-même. Comment croire ses dirigeants quand ils font un pas à gauche, puis un à droite? Comment leur faire confiance pour respecter les accords, sans parler de leurs promesses électorales, quand on constate les pressions auxquelles sont soumises l'équipe de transition et la présidente?

La droite serait-elle en train de jouer avec l'idée d'instaurer une armée parallèle qui pourrait se substituer à l'armée actuelle, pour pouvoir ensuite passer à l'élimination des Sandinistes? Les gringos et l'UNO se préparent-ils à rejouer le scénario indonésien au Nicaragua? Là-bas le coup militaire appuyé par les yankees contre le général Soekarno s'était soldé par 700 000 morts, membres du parti communiste indonésien, le troisième plus important au niveau international en 1965, et 200 000 prisonniers politiques. L'équipe de conseillers de la présidente croit-elle honnêtement que celle-ci, à la différence de Soekarno, pourra l'emporter sur ce Frankenstein qu'est la Contra? Qui peut croire que les contras agissent de leur propre chef, qu'ils ne sont pas téléguidés par les yankees? Qui aurait la naïveté de croire qu'ils se soumettront à la présidente?

Il est évident que non et qu'il y a anguille sous roche. Si c'est cela que la droite appelle la "paix", le peuple peut dire avec raison: On s'est fait avoir par ces salauds. Et que le Cardinal ne vienne pas dire qu'il n'en est rien et que tous aillent "l'âme en paix". Tous ceux qui continuent sur cette voie en s'imaginant tromper les Sandinistes seront responsables de la tragédie que connaîtra le pays. Mais une chose est sûre: En se lançant dans une aventure à l'indonésienne, ce ne serait pas l'UNO qui aurait le dernier mot.

Pour éviter de sombrer dans cet hypothétique cas de figure, il faut donner toutes les garanties au peuple qui a voté contre la guerre. L'UNO et le Cardinal Obando, au lieu de chercher à légitimer une force indéfendable avec l'idée de bientôt dire pour nous la messe pour les défunts, devraient se préoccuper de faire respecter les accords. Ou bien c'est qu'ils choisissent le requiem pour la paix".

**Maintenant plus que jamais**

**Votre soutien - une question de survie pour l'ANN**

## MONTEE DES LUTTES SOCIALES

par Ricardo Pino Robles

**Managua, 19 avril (ANN).** La flambée des luttes enregistrées depuis le début du mois a mis fin à la concertation à laquelle on était parvenu depuis un an dans le cadre du programme économique mis en oeuvre par le gouvernement sandiniste.

Ce phénomène peut être considéré comme une réponse naturelle des salariés à la victoire électorale de la droite, dont les principaux porte-parole ont manifesté l'intention de revenir sur les conquêtes sociales de la Révolution. Bien que le gouvernement de Violeta Chamorro n'assumera ses fonctions qu'à partir du 25 avril, des grèves et des mouvements ont éclaté dans tout le pays et dans de nombreuses branches: Mineurs, étudiants, fonctionnaires (postes et télécommunications, service des eaux, service de l'électricité, banques, météorologie, enseignants, travailleurs de la santé, ministère du travail...) ont décidé de ne pas attendre et ont commencé à se mobiliser pour avancer leurs revendications.

Ces luttes, engagées pour exiger la démobilitation de la Contra, des augmentations de salaires et la signature de conventions collectives, sont les premières manifestations du combat pour la défense des acquis économiques et sociaux, c'est-à-dire principalement pour faire respecter les organes de défense et de sécurité nationale, le secteur propriété de l'Etat et le secteur coopérativisé. Elles vont des arrêts de travail partiels jusqu'à la grève totale avec occupation, en passant par les manifestations de rue et d'autres formes d'agitation, dans lesquelles les médias ne sont pas de reste. Certaines grèves se prolongent, d'autres ne durent que quelques jours si les ouvriers obtiennent satisfaction. Mais les dirigeants syndicaux ont menacé de la grève générale illimitée, qui pourrait être décidée selon l'évolution de la conjoncture politique.

En effet, depuis la deuxième quinzaine d'avril, les revendications sont davantage politiques qu'économiques et ont pour but de faire pression dès à présent sur les nouvelles autorités afin de parvenir au désarmement effectif de la Contra. Le mouvement est mené par la Centrale sandiniste des travailleurs (CST), appuyée par l'Association des travailleurs de l'agriculture (ATC). Ces deux centrales, les plus puissantes du pays puisque la première compte 150 000 affiliés et la seconde 65 000, ont réellement la capacité de paralyser le pays si elles le décidaient, ce qui provoquerait une grave crise politique.

A ce propos, le secrétaire national de la CST, Lucio Jimenez, a déclaré à l'ANN que la responsabilité de ce qui va se passer retombe sur la nouvelle administration: "Si ce gouvernement veut être réaliste, veut gouverner et pouvoir compter sur la participation constructive des travailleurs, il devra respecter les conquêtes populaires. Si ce n'est pas le cas, la CST dégage sa responsabilité pour ce

qui pourrait arriver. J'insiste auprès des nouveaux gouvernants: Ce n'est pas la même chose de gouverner avec un mouvement ouvrier réprimé, désorganisé, et de gouverner avec une classe ouvrière bien organisée et avec des forces armées qui ne sont pas ennemies des travailleurs".

En marge des problèmes politiques, le nouveau gouvernement devra affronter la crise économique, qui a provoqué de graves déséquilibres. Beaucoup doutent que la politique du nouveau pouvoir soit semblable à celle du gouvernement sortant, qui avait mis en oeuvre un plan de lutte anti-inflation mais avait pris des mesures destinées à compenser la détérioration du pouvoir d'achat des travailleurs. Selon les déclarations des conseillers de la future présidente, il est probable que le nouveau gouvernement appliquera dès la fin du mois d'avril ou début mai un plan économique "de choc" qui aura sans doute un coût social élevé.

S'il n'y a pas eu au Nicaragua de saccages de supermarchés, comme en Argentine, au Brésil ou au Venezuela, c'est que les travailleurs acceptaient de se serrer la ceinture pour favoriser la concertation nationale et aider le gouvernement sandiniste à remédier à la crise. Mais maintenant que le FSLN n'est plus au pouvoir, il est peu probable que les couches les plus défavorisées prennent le même type d'engagement avec un gouvernement de droite dominé par les chefs d'entreprise. Il n'est pas exagéré de penser que la guerre sociale, rendue inévitable par le choc d'intérêts opposés, est sur le point de commencer.

Ce dont personne ne doute, en tout cas, c'est que l'époque de la concertation nationale, tant politique qu'économique, à laquelle était parvenu le gouvernement sandiniste est terminée. La mobilisation actuelle indique clairement qu'il y a encore des forces vives disposées à se battre pour le changement et la justice sociale.

## JEUNE POUR LA PAIX

**Managua, 23 avril (ANN).** Le 17 avril, des groupes de chrétiens des différentes églises ont entamé un jeûne pour la paix, se joignant aux efforts d'autres secteurs de la société pour appeler à la démobilitation de la Contra et repousser le danger d'une guerre civile.

Cette initiative d'une *Journée nationale de jeûne pour la paix et la vie* a été organisée durant la semaine sainte par César Jerez, recteur de l'Université catholique (UCA), le pasteur évangélique Miguel Angel Casco, d'autres leaders religieux et les communautés de base. Ils ont invité Daniel Ortega, Violeta Chamorro et le Cardinal Obando à la célébration du premier jour de jeûne et de prière. Seul le président Ortega a répondu à l'invitation.

Deux jours après, ce mouvement avait fait tâche d'huile dans le pays: 60 églises abritaient une foule de 14 000 croyants de diverses religions (un moine bouddhiste participe même à l'initiative) et non croyants, réunis dans ce mouvement pacifique, qui devrait se poursuivre sous la forme de veillées jusqu'au 10 juin.

#### PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE: VICTOIRE DE LA LIGNE DURE

par Roberto García

Managua, 22 avril (ANN). Les nouveaux députés des 14 formations regroupées dans l'UNO viennent d'élire Miriam Argüello comme candidate unique de la majorité à la présidence de l'Assemblée nationale. La dirigeante conservatrice, connue pour ses positions anti-sandinistes forcenées, a donc éliminé Alfredo César en recueillant 28 votes sur 52.

Au cours d'une réunion houleuse qui a duré six heures, les partis se sont mutuellement reprochés de manoeuvrer pour assurer la victoire de leur favorite. Les députés partisans de la candidature d'A. César ont entre autres remis en cause la création d'une "Junte de direction" chargée de présider l'élection et dont les membres, entre autres Virgilio Godoy, n'étaient pas parlementaires.

En même temps que M. Argüello, qui représente la ligne du Conseil politique, les députés ont élu les candidats au bureau de l'Assemblée, tous fidèles au vice-président de la république, Virgilio Godoy. Ils ont ensuite signé un document par lequel il s'engage à s'abstenir de présenter d'autres candidatures lors de l'élection définitive, qui aura lieu au sein du parlement après son installation.

M. Argüello et les membres du futur bureau de l'Assemblée ont l'intention de proposer une limitation des pouvoirs de l'exécutif et un fonctionnement parlementaire "indépendant", "autonome" et libre de toute influence de l'exécutif. Ils ont promis que chacun des 14 partis de la coalition préside l'Assemblée législative à tour de rôle pour une période d'un an.

Le choix de M. Argüello comme candidate à la présidence de l'Assemblée est considéré comme une victoire du Conseil politique de l'UNO, qui se bat pour occuper les postes de décision dans le prochain gouvernement et limiter les pouvoirs de Violeta Chamorro. Les observateurs locaux prévoient une prédominance de la ligne politique visant à démanteler les acquis sociaux par le vote de nouvelles lois, ce qui aiguïsera la confrontation politique, et attribuera un quelconque pouvoir à la Contra qui, pour l'instant, ne manifeste pas l'intention de se démobiliser.

#### LA "NOUVELLE DROITE" CENTRAMERICAINE

par Raul Marin

Managua, avril (ANN). Ils veulent être les nouveaux leaders des sociétés centraméricaines. Surgis dans les années 80 avec la "révolution néo-conservatrice" de Reagan, ils ont mis dix ans pour arriver au pouvoir. Ils sont la "nouvelle droite", celle qui a triomphé aux dernières élections en Amérique centrale. Alfredo Cristiani, vainqueur aux élections salvadoriennes, a ouvert la voie. Sa contribution à la victoire de Rafael Callejas au Honduras a été décisive. Ce dernier affirme que ses liens personnels avec Calderón Fournier, élu au Costa Rica, sont des plus étroits. Autant que ceux de Ricardo Maduro, l'homme fort du Parti national hondurien, avec la famille de l'épouse de Cristiani. Au Guatemala, Alvaro Arzu, l'un des candidats bien placés pour les présidentielles, est également un homme d'affaires ayant des liens de parenté avec la bourgeoisie salvadorienne. Les futurs dirigeants nicaraguayens aspirent eux aussi à entrer dans le cercle...

Au début des années 80, les néo-libéraux ont envoyé leurs hommes de mains, les "Chicago boys" (du nom de l'école de Chicago qui professait cette doctrine économique) remettre de l'ordre dans les économies latino-américaines, que ces jeunes technocrates ont fini de mettre à mal en leur imposant les orientations du Fonds monétaire international (FMI).

Après s'être fait la main au Chili, c'est vers l'Amérique centrale qu'ils se sont tournés. C'est là que les fondations néo-conservatrices, chantres du "nouvel évangile démocratique" ont réalisé leurs plus gros investissements. Par exemple l'organisme mis en place par Jean Kirkpatrick sous le nom de *Heritage foundation* a dépensé des millions de dollars en propagande pour la Contra et en formation de "nouveaux dirigeants de la libre-entreprise".

Le credo des néo-conservateurs peut se résumer en quelques mots :

- "L'Etat est le plus grand ennemi d'un peuple libre".

C'est pour cela que les gouvernements librement élus ne sont pas une garantie suffisante de "démocratie" au goût de Washington. Il faut réduire au maximum le rôle de l'Etat et c'est la libre-entreprise qui doit imposer les règles du jeu à la société civile.

- "Les économies centraméricaines doivent s'intégrer au marché mondial et profiter des avantages comparés de chaque pays". L'unique avantage de l'Amérique centrale réside dans sa main-d'oeuvre bon marché... Jusque-là, l'instabilité politique et sociale, la corruption administrative et l'archaïsme de la sphère des services n'a pu attirer dans la région que des négoces peu stables, sinon peu clairs, qui n'auraient pu s'implanter ailleurs.

- "Les nouveaux dirigeants de la libre-entreprise représentent la majorité de la société et les milliers de petites entreprises écrasées par la bureaucratie d'Etat". Le populisme de ces nouveaux démocrates ne cherche pas à s'appuyer sur certaines alliances sociales pour réformer des structures économiques arriérées. Il veut mettre dans sa poche les secteurs marginalisés par le développement capitaliste des dernières années: Marchands ambulants, spéculateurs, revendeurs et recycleurs en tout genre sont élevés au rang de "petits entrepreneurs" et convertis en base sociale.

Tout cela peut sembler à première vue une simple recette pour faire avaler les plans du FMI. Mais cette "doctrine démocratique" va plus loin. Le projet est de constituer une classe politique rénovée à défaut d'être rénovatrice. Ses dirigeants ne défendent pas un nouveau projet de développement capitaliste mais pensent s'en tirer en passant un peu de vernis sur la marginalité et la misère héritées du retard économique.

Cette croisade a déjà ses prophètes, ses vétérans et ses aspirants. L'écrivain péruvien Vargas Llosa se charge d'apporter de la culture à un monde de négociants qui ne connaissent jusque-là que la *Sélection du Reader's Digest*. Alfredo Cristiani, lui, a le double mérite d'avoir gagné les élections salvadoriennes tout en protégeant dans les coulisses le véritable leader du parti d'extrême-droite, le major d'Aubuisson. L'homme d'entreprise allie le sens des affaires à l'habileté politique. Ses convictions démocratiques s'arrêtent là où commence la volonté de l'état-major de son armée. Il ne faut pas s'étonner d'entendre Rafael Callejas parler de libre-entreprise, lui qui a fait toute sa carrière politique en tant que fonctionnaire des dictatures militaires au pouvoir au Honduras dans les années 70, d'abord comme ministre du plan puis comme manipulateur des mouvements sociaux et populaires. C'est de là que date son amitié avec le nouveau président costaricain, Calderón Fournier, qui a grandi dans l'ombre des socio-chrétiens et de ses promesses populistes avant de se convertir en ardent défenseur du néo-libéralisme une fois élu.

Dans le cas du Nicaragua, beaucoup d'efforts sont déployés, mais le décalage reste pathétique. La trajectoire personnelle des hommes politiques qui se proposent de gouverner le pays n'est pas vraiment à la hauteur des idéaux qu'ils ont brandis. Antonio Lacayo est considéré dans les milieux d'affaires centraméricains comme un opportuniste qui s'est allié aux Sandinistes pour faire fructifier son entreprise de fabrication d'huile, profitant du monopole d'Etat. Francisco Mayorga est vu comme un produit de l'Université de Harvard, foyer du libéralisme réformiste et donc peu digne de confiance. Les autres sont des inconnus pour la nouvelle caste néo-conservatrice.

Que ces personnages correspondent parfaitement ou non

au modèle fabriqué aux Etats-Unis, les peuples centra-méricains devront supporter leur gouvernement pendant les années qui viennent. Depuis un an, les Etats-Unis ont démontré avec quelle facilité leurs candidats pouvaient gagner les élections en Amérique centrale. Ils disposent pour cela de tout l'arsenal économique et médiatique nécessaire. Mais le soutien étatsunien et l'ambivalence des processus électoraux sont-ils une explication suffisante à la montée de cette "nouvelle droite"? L'absence d'alternatives ne lui a-t-elle pas aplani la voie?

Au Salvador et au Guatemala, les démocrates-chrétiens ont échoué dans leurs promesses réformistes visant à en finir avec l'insurrection. La corruption des systèmes politiques a pesé sur le Panama et le Honduras. Enfin, l'agression militaire a épuisé le Nicaragua. Un certain essoufflement des propositions classiques de la gauche, son absence de réponses face aux problèmes nouveaux que subissent les sociétés latino-américaines, l'incapacité de mobiliser dans l'unité de forts contingents populaires capables de faire basculer les consultations électorales, tous ces éléments peuvent servir dans l'analyse de la situation actuelle. La "nouvelle droite" gouvernera en Amérique centrale jusqu'à la moitié des années 90. Jusqu'à quand faudra-t-il attendre une "nouvelle gauche" centra-méricaine, rénovée et rénovatrice, capable d'affronter les projets des stratèges néo-conservateurs de Washington?

#### INTERNATIONALISTE VOLEUR

**Managua, 18 avril (ANN).** C'est du moins ce qu'affirme le quotidien de l'UNO, *La Prensa*. Dans un article plein de fiel, ce journal affirme que "dans l'hôpital du quartier Las Brisas", un médecin internationaliste venu d'Allemagne a sorti avec l'autorisation de l'administration du matériel de neuro-chirurgie, laissant les spécialistes "sans rien pour travailler".

La réponse de l'incriminé ne s'est pas fait attendre. Dans une longue lettre envoyée à tous les médias, le docteur Carlos Vanzetti Fuchs s'étonne tout d'abord que *La Prensa* ne cite pas le nom de l'hôpital en question, Lenin Fonseca (nom du jeune médecin tué par la garde somoziste). Il rappelle que beaucoup de médecins ont choisi de partir à Miami en 1979 et rend hommage à ceux qui sont restés et se sont sacrifiés, travaillant dans des conditions parfois très difficiles. Puis il fait le bilan de tout ce qu'il a reçu de la solidarité grâce à ses démarches personnelles, avant d'affirmer que la liste de matériel, soit disant volé, publiée par *La Prensa* est fautive: "Je possède beaucoup plus d'instruments que cela, écrit-il. Je laisse une partie, mais j'ai mis de côté ceux que mes amis m'ont offerts ou que j'ai acheté avec mon argent (...) Je ne quitte pas ce pays, je ne vais pas abandonner mes patients, je vais continuer à demander une aide, si elle sert à tous les patients et non à un petit groupe (...) Cessez de calomnier, enquêtez sur place et laissez-nous travailler en paix

(...)"

*La Prensa*, dans cet article, a donc emboîté le pas à Virgilio Godoy en calomniant un médecin coopérant. Le futur vice-président de la république avait en effet affirmé au lendemain des élections que les internationalistes devaient partir. Le secteur le plus réactionnaire et revancharde de l'UNO, ceux que la presse sandiniste appelle "les troglodytes" ou "les dinosaures", a cependant baissé le ton par la suite, après s'être rendu compte que le nouveau gouvernement ne peut guère se passer de l'aide des internationalistes. On imagine mal en effet les médecins nicaraguayens qui viennent de passer dix ans aux Etats-Unis ou des médecins étatsuniens acceptant de travailler pour des salaires ridicules et dans des conditions qui sont celles des hôpitaux et des centres de santé nicaraguayens.

## EN BREF

**GROUPE SANDINISTE A L'ASSEMBLEE.** Il sera présidé par Sergio Ramirez, secondé par la commandante guerillera Dora Maria Tellez, tandis qu'Edmundo Jarquin sera le secrétaire du groupe. Le commandant guerillero William Ramirez sera président de la commission défense et sécurité, Reynaldo Tefel responsable des relations internationales, le Commandant guerillero Mauricio Valenzuela président de la commission économique et sociale, Rogelio Ramirez président de la commission juridique. Le choix de Sergio Ramirez pour la présidence du groupe confirme que Daniel Ortega va davantage se consacrer aux tâches politiques de la Direction nationale.

**LA PASSATION DU POUVOIR A COMMENCE.** Le lundi, 23 avril, les ministères et les institutions de l'Etat ont commencé à être remis aux nouvelles autorités. L'administration sandiniste a fait un bilan des biens qu'elle a reçus en 1979 et un inventaire complet de ceux qu'elle remet, avertissant clairement que si, en 1996, le FSLN reprend le pouvoir, il entend également recevoir une liste des biens propriété de l'Etat.

**NOUVEAUX MINISTRES.** Le Conseil politique de l'UNO refusait encore le dimanche 23 avril à minuit la liste des nouveaux ministres présentée par Violeta Chamorro. Après dix-huit heures de réunion, un accord avait été trouvé en ce qui concerne l'économie, mais les divergences persistaient pour le social et le politique. Au cours de la discussion, il semble que Violeta Chamorro et ses conseillers ont défendu le protocole de transition tandis que Virgilio Godoy et ses partisans le remettaient en cause.

**RAPPROCHEMENT?** Selon Eli Altamirano, dirigeant du Parti communiste, le Conseil politique de l'UNO veut opérer un rapprochement avec le FSLN dans un but de réconciliation nationale. Bien que Virgilio Godoy se soit toujours montré très hostile au Front sandiniste, celui

qui passe pour son homme de confiance assure que le vice-président a été "très modéré" ces derniers temps. E. Altamirano se dit très préoccupé par le groupe des conseillers de la présidente, qu'il qualifie d'intrus s'interposant entre elle et l'UNO. Il estime qu'Alfredo César est un arriviste qui s'oppose de manière "insolente" au Conseil politique.

**SENTINELLES DE LA JOIE.** Le Ministre de l'intérieur a pris congé des membres de son ministère et les a appelés à se montrer fermes face aux défis moraux qu'ils affronteront dans la situation à venir. Faisant allusion au changement de nom prévu pour le MINT, Tomás Borge a déclaré: "Quel que soit le nom choisi pour le ministère, nous serons plus que jamais les sentinelles de la joie du peuple".

**VISITE SURPRISE.** Bernard Aronson, sous-secrétaire étatsunien aux affaires américaines, est venu le jeudi 19 à Managua, où il a rencontré Violeta Chamorro. La future présidente n'a donné aucun détail sur leur conversation qui aurait porté, selon elle, sur la transition de pouvoir et l'aide économique attendue. Une manifestation l'attendait à la sortie de l'aéroport.

**CONTRA.** En violation de l'accord sur le cessez-le-feu, plusieurs groupes contras ont poursuivi leurs agissements criminels dans le pays: Attaque d'une coopérative dans la région d'Estelí, contrôle d'un tronçon de route entre Estelí et Miraflor, attaque d'un camion civil dans la région de Siuna. D'autre part, les premiers déplacements de groupes en direction des zones de sécurité ont été notés le 20 avril.

**FIEVRE.** Depuis le 26 février, c'est la fièvre du dollar. Plus de 100 millions ont été retirés des banques, prises d'assaut du fait de l'incertitude quant aux intentions de l'UNO. Elles ont dû geler leurs opérations par manque de fonds. La population s'est lancée dans des achats tous azimuts et le change au marché noir fleurit. Objectif: Se débarrasser de tous ses cordobas avant le 25 avril. L'UNO avait annoncé durant la campagne électorale son intention de créer un "cordoba-or" équivalent au dollar... En même temps, les consommateurs s'inquiètent de la brutale flambée des prix observée ces derniers jours.

## DERNIERE HEURE

**La liste des nouveaux ministres a été annoncée: On remarque que le nouveau gouvernement choisi plus de "technocrates" que de "politiques":**

-Ministre de la présidence: Antonio Lacayo

-Ministre de gouvernement (nouveau nom du ministère de l'intérieur): Carlos Hurtado

-Ministre du travail: Fransisco Rosales

- Ministre des finances: Silvio de Franco
- Ministre de l'extérieur: Enrique Dreyfus
- Ministre de l'agriculture: Jaime Cuadra
- Ministre de l'éducation: Sofonias Cisneros
- Ministre de la santé: Ernesto Salmeron
- Ministre de la Banque centrale: Fransisco Mayorga
- Ministre de la construction et du transport: Gilberto Cuadra
- Ministre du bien-être social: Silviano Matamoros

Le Ministre des forces armées n'a pas été nommé. Selon certaines rumeurs, Violeta Chamorro pourrait assumer cette charge pour éviter le conflit avec le Conseil politique de l'UNO d'une part, qui rejette le maintien d'Humberto Ortega et le FSLN d'autre part.

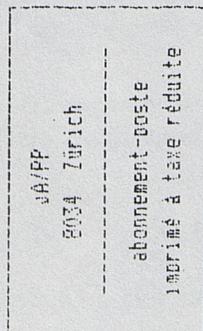
#### ANN INTERNE

Cher lecteur, chère lectrice,

Vous êtes abonnés depuis un certain temps au bulletin de l'ANN peut-être parce que vous ne supportez pas de voir les médias en France ou en Suisse malmener l'information et de dénaturer le projet sandiniste de développement et de démocratie.

A Managua, à Zurich et en France nous relevons le défi: Maintenir le bulletin hebdomadaire pour une information plus objective en Europe.

**Mais comment?** C'est à vous tous d'en discuter et de proposer une active collaboration. Une possibilité: Répondre à l'appel au réseau de solidarité que vous recevez ci-joint.



**IMPRESSUM** L'agence de presse du Nicaragua, *ANN Agencia Nueva Nicaragua*, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel: 00505-2-2'58'12 Télécopie 505-2-2'32'78. Télex: 375-1081, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand et un service journalier en espagnol. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: FF 450/CHF 135; pour comités de solidarité: FF 700/CHF 250; pour institutions: FF 1'000/CHF 350. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Rédactrice responsable à Zurich: Monika Slamanig. Editeur: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Directeur: Martin Muheim. Tel: 01/382'04'66. Telex: (45) 817'585'158 com ch. Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA

